

Initiative constitutionnelle approuvée au Chili comprenant la nationalisation



Santiago du Chili, 2 février (RHC) La Convention Constitutionnelle du Chili a approuvé aujourd'hui en termes généraux l'initiative de norme qui reconnaîtra le plein contrôle de l'Etat sur les biens stratégiques du pays, si la nouvelle Constitution est mise en vigueur.

"L'Etat, au nom des peuples du Chili, a le contrôle absolu, exclusif, inaliénable et imprescriptible de tous les biens stratégiques", établit la proposition légale.

Elle inclut comme tels le "cuivre, le lithium, l'or, l'argent, les hydrocarbures liquides ou gazeux, l'uranium, le manganèse, le molybdène, le cobalt, le bore, les terres rares et d'autres minéraux".

L'initiative, approuvée par la commission de l'environnement, comprend la nationalisation des entreprises d'exploitation et d'exploration, sans indemnisation pour les droits sur les ressources minérales et les

hydrocarbures qui, déjà en vertu d'un mandat constitutionnel, appartiendraient à l'État.

Le Contrôleur général du Chili, après l'adoption de la Constitution, déterminera le montant des indemnités versées aux anciens propriétaires pour la nationalisation de leurs entreprises.

"L'État est responsable de la conduite de la politique minière, métallurgique et pétrolière, ainsi que de la promotion, et du contrôle de l'activité minière", selon les termes du document.

La proposition de loi insiste sur le strict respect des droits des peuples autochtones et des nations préexistantes et met l'accent sur le consentement préalable, libre et éclairé aux décisions affectant leurs territoires et leur survie.

Face à la menace qui pèse sur ses intérêts, la droite chilienne a qualifié l'approbation de l'initiative d'erreur juridique qui conduirait le pays à la faillite ou qui, en expropriant les entreprises minières, reviendrait à annuler les chances de plus de justice pour le Chili.

Le préambule de l'initiative de norme reconnaît le modèle extractiviste généré par l'exploitation minière; Il existe cinq zones d'exploitation minière le long du territoire national qui sont le théâtre d'une spoliation permanente tant par les entreprises de la grande industrie minière privée que par les multinationales, indique le document.

Le fait que la règle ait été adoptée "en général" implique la possibilité de modifications; en outre, elle doit être votée par les deux tiers de la plénière de la Convention pour être incluse dans la nouvelle Constitution.

Toujours au Chili, le ministre de l'Intérieur, Rodrigo Delgado, a annoncé aujourd'hui l'augmentation du nombre de carabiniers à Iquique, la capitale régionale de Tarapacá, dans le nord du Chili, en réponse à la montée de la criminalité au cours de l'année écoulée.

La décision intervient après que des centaines de personnes sont descendues dans les rues de la ville pendant le week-end et que des camionneurs ont bloqué les routes d'accès à la ville, en protestation contre l'augmentation de l'activité criminelle et la migration incontrôlée.

Les crimes les plus fréquents en 2021 ont été la traite d'êtres humains, avec une augmentation de 501 %; les homicides, avec près de deux fois plus de cas que l'année précédente; le port d'armes blanches et la vente de drogues.

Dans les quartiers où les taux de criminalité sont les plus élevés, qualifiés localement de "conflictuels", le nombre de carabiniers augmentera de 80, ainsi que d'autres policiers en civil qui effectueront des contrôles migratoires, a indiqué le quotidien La Tercera.

Les opérations, a précisé le ministre de l'Intérieur, se poursuivront jusqu'au 11 mars, quand l'actuel gouvernement cessera ses fonctions.

Selon Diario Uchile, les récentes manifestations ont eu un caractère fortement anti-migrants avec le rapport d'attaques contre un étranger qui aurait dû être protégé par les carabiniers.

Des faits similaires ont été rapportés le 27 septembre dernier, quand des organisations d'Iquique ont convoqué une marche qui a rassemblé plus de cinq mille personnes sous le slogan Pas Plus de Migration.

Face à ces réactions, le ministre a indiqué que les étrangers susceptibles d'être expulsés seront notifiés.

À l'opposé, le Collège des journalistes et le Réseau des journalistes migrants ont dénoncé les menaces et les attaques contre la presse de la part de manifestants et ont dénoncé l'escalade violente d'entités

ultranationalistes qui promeuvent des manifestations "contre les groupes vulnérables de migrants et de demandeurs d'asile".

La déclaration de ces organisations a également attiré l'attention sur l'utilisation irresponsable de l'information dans les médias et sur la diffusion rapide des discours de haine sur les réseaux sociaux.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/284833-initiative-constitutionnelle-approuvee-au-chili-comprenant-la-nationalisation>



Radio Habana Cuba